



CONCLUSION

CONCLUSION

L'Algérie a renforcé, d'une manière soutenue, la stabilité macroéconomique au cours des années 2000 à 2005, tout en réalisant une performance économique robuste. La croissance forte et soutenue, sous l'impulsion du programme de soutien à la croissance, la maîtrise de l'inflation ainsi que la position financière extérieure solide et la viabilité des finances publiques en témoignent.

La forte position financière extérieure nette de l'Algérie en 2005 est bien reflétée par l'accumulation soutenue des réserves officielles de change (56,18 milliards de dollars à fin 2005) en contexte de réduction significative de l'encours de la dette extérieure à moyen et long termes à 16,4 milliards de dollars à fin 2005. Cela résulte d'excédents importants de la balance des paiements extérieurs courants depuis l'année 2000, avec un niveau record (21,2 % du produit intérieur brut) atteint en 2005.

Cela a permis d'accélérer en 2005 les opérations de remboursement par anticipation de la dette extérieure qui sont, en fait, inhérentes au choix stratégique de désendettement extérieur de l'Algérie. Il s'agit là d'un important élément du cadre macroéconomique de gestion saine des ressources provenant des recettes d'hydrocarbures. En conséquence, la réduction de l'encours de la dette extérieure à moyen et long termes a été significative en 2005 où son ratio par rapport au produit intérieur brut est tombé à 16,2 % contre 58,9 % en 1999. En outre, le ratio réserves de change/dette extérieure est vite monté à 3,41 en 2005 alors qu'il n'était que de 0,47 en 2000.

La viabilité avérée de la balance des paiements est ancrée dans le contexte de convertibilité du dinar, pour toutes les transactions internationales courantes de bonne foi, d'autant plus que la Banque d'Algérie conduit la politique de taux de change dans l'objectif de stabilité du taux de change effectif réel du dinar à son niveau d'équilibre. Ainsi, la politique de taux de

change poursuivie par la Banque d'Algérie continue de bien servir l'économie nationale.

C'est dans ce contexte de taux de change effectif réel du dinar à l'équilibre et de viabilité à moyen terme de la balance des paiements, que l'expansion de l'économie nationale s'est poursuivie en 2005 avec un taux de croissance du produit intérieur brut en volume de 5,1 %. Cette performance confirme le caractère fort et régulier de la reprise économique des cinq dernières années. Il importe de souligner que dans ce processus de croissance initié en 2001, les investissements de l'Etat jouent un rôle significatif et ce, avec une situation persistante d'excès de l'épargne sur l'investissement. Malgré l'expansion des dépenses budgétaires d'investissement à partir de l'année 2002, la politique budgétaire a bien contribué à la consolidation de la stabilité macro financière en Algérie. Il s'agit là d'un élément endogène au cadre macroéconomique de gestion saine des recettes provenant des hydrocarbures.

La consolidation de la situation des finances publiques en 2005 a confirmé les très bonnes performances enregistrées depuis l'année 2000, d'autant plus que l'excédent global du Trésor a atteint 14,7 % du produit intérieur brut en 2005 pour un excédent du compte courant extérieur de 21,2 % du produit intérieur brut. Le stock d'épargnes financières accumulées par le Trésor, dont une bonne partie au titre du Fonds de régulation des recettes, s'est particulièrement accru au cours de l'année 2005 où la trésorerie publique a atteint les deux tiers des liquidités du système financier. De plus, le ratio dette publique/produit intérieur brut est tombé à 25,5 % en 2005, témoignant de la viabilité à moyen terme des finances publiques.

La sphère budgétaire reste donc une importante source de financement de l'activité économique et donc de soutien à la croissance économique hors hydrocarbures. Les investissements de l'Etat et des autres agents économiques émergent comme une source potentiellement accrue pour la croissance économique, pendant que le taux de chômage est déjà tombé à 15,3 % en 2005 en situation d'une expansion significative du revenu par habitant.

En plus de la solidité marquée de la position des réserves officielles de change, l'année 2005 s'est caractérisée par un nouveau phénomène monétaire car les avoirs extérieurs nets ont dépassé l'agrégat monétaire M2 (monnaie fiduciaire, dépôts à vue, et les dépôts à terme en dinars et les dépôts en devises) à la fin de cette année. Ce qui témoigne de la qualité de la garantie des signes monétaires dans l'économie nationale. De plus, le ratio avoirs extérieurs nets/ produit intérieur brut est monté à 55,6 % en 2005.

La consolidation particulière de la stabilité monétaire en 2005, avec un ratio de liquidité qui est tombé à 55 % contre 61 % en 2004, et la stabilité du taux de change effectif réel du dinar constituent les éléments pivots des fondamentaux de l'économie nationale. La stabilité monétaire est également reflétée par le faible niveau de l'inflation des prix en 2005, 1,6 % en moyenne annuelle et 1,7 % en glissement, en cohérence avec la diminution tendancielle de l'inflation monétaire tout au long de ces dernières années. Le taux de croissance de la masse monétaire a reculé à 10,9 % en 2005, après un passage de 15,6 % en 2003 à 11,9 % en 2004, confirmant la pleine réalisation de l'objectif de la politique monétaire défini par le Conseil de la Monnaie et du Crédit.

Parallèlement, les crédits à l'économie ont enregistré une reprise significative car leur taux de croissance est monté à 15,8 % en 2005, après que son rythme d'expansion ait atteint 11,2 % en 2004 contre 9 % en 2003. En termes réels, la croissance des crédits à l'économie s'est élevée à 13,9 % en 2005 contre 9,1 % en 2004 et seulement 4,8 % en 2003. Il s'agit là d'une forte croissance des crédits à l'économie comparativement au taux de croissance du produit intérieur brut en volume. De plus, le ratio crédits au secteur privé/produit intérieur brut hors hydrocarbures s'est élevé à 21,3 % en 2005, en contexte de concentration des risques crédits.

En effet, l'intermédiation bancaire a été soutenue par le stock accru de ressources stables mobilisées, pendant que la solvabilité globale des banques a bien contribué au développement ordonné du secteur bancaire au cours de l'année 2005.

L'importance accrue des ressources stables interpelle les banques pour une amélioration soutenue des ratios d'intermédiation bancaire, en recourant aux bonnes pratiques en matière de gestion des risques crédits.

La Banque d'Algérie a poursuivi en 2005 la conduite de la politique monétaire au moyen d'instruments indirects, principalement les reprises de liquidité et les réserves obligatoires, tout en affinant le contrôle de la liquidité bancaire. Le second semestre 2005 a enregistré deux nouveaux instruments indirects de la politique monétaire, à savoir les reprises de liquidités à trois mois et la facilité de dépôts. Ainsi, la Banque d'Algérie a résorbé la quasi totalité de l'excès de liquidités sur le marché monétaire, pendant que le marché monétaire interbancaire a enregistré une expansion des opérations à terme.

La conduite de la politique monétaire a été appuyée au cours de l'année 2005 par un renforcement sur le terrain de la supervision des banques et établissements financiers par la Banque d'Algérie et la Commission Bancaire, conformément à la nouvelle ordonnance relative à la monnaie et au crédit d'août 2003 et selon des règles en phase avec les normes universelles. L'année 2005, suite au renforcement du cadre légal, s'est également caractérisée par le développement significatif des opérations de contrôle intégral sur place et de la conduite rigoureuse du dispositif de contrôle sur pièces de veille et de détection de signes précurseurs d'alerte.

L'entrée en exploitation en 2006 des systèmes de paiements ARTS et ATCI, selon les standards internationaux, assurera la traçabilité des opérations bancaires et une meilleure supervision des flux financiers.

En tant qu'élément important de la stabilité financière et de la sécurité financière, la stabilité monétaire est un ancrage pour une croissance forte et diversifiée à moyen terme. Le programme de consolidation de la croissance (2005-2009) apporte une opportunité additionnelle de dynamique de croissance diversifiée et durable.

La poursuite de la mise en œuvre, d'une manière soutenue en 2006, de la décision stratégique du remboursement par anticipation de la dette publique extérieure consolidera davantage le cadre macro économique à moyen terme de croissance, en contexte d'une viabilité à moyen terme de la balance des paiements renforcée et d'une stabilité monétaire durablement ancrée.